

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt  
et de l'environnement

Pôle de l'environnement  
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n° 11638**  
**imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société MULTIMETAL**  
**à MERY-SUR-OISE**

Le préfet du Val d'Oise  
chevalier de la Légion d'Honneur  
chevalier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le décret N° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques relatives aux installations de stockage et de traitement des déchets ;

**VU** le décret N° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 autorisant la société MULTIMETAL à exploiter des installations de récupération et stockage de métaux et véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de MERY-SUR-OISE – La Bonneville – 20, Route de Sognolles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008 portant agrément de la société MULTIMETAL pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage sur le site qu'elle exploite à MERY-SUR-OISE ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 mars 2012 actualisant le tableau de classement des installations et imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société MULTIMETAL pour le site qu'elle exploite à MERY-SUR-OISE ;

**VU** la lettre du 28 janvier 2013 par laquelle la société MULTIMETAL demande le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques créées par le décret N° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** la lettre du 19 avril 2013 par laquelle la société MULTIMETAL demande l'exonération de la traçabilité des déchets de métaux ;

**VU** le rapport du Directeur Régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date 3 septembre 2013 ;

**VU** l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 19 septembre 2013 ;

**Le demandeur entendu ;**

**VU** la lettre préfectorale du 23 octobre 2013 adressant à la société MULTIMETAL le projet d'arrêté préfectoral qui impose des prescriptions techniques complémentaires pour le site qu'elle exploite à MERY-SUR-OISE et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**CONSIDERANT** que le délai accordé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

**CONSIDÉRANT** la lettre du 28 janvier 2013 par laquelle la société MULTIMETAL sollicite le bénéfice de l'antériorité pour les installations du site de Méry-sur-Oise désormais soumises à autorisation sous les rubriques 2710-1 et 2710-2 ;

**CONSIDÉRANT** que depuis la dernière mise à jour du tableau de classement en 2011, des changements sont intervenus dans la nomenclature des installations classées, notamment sur les rubriques 2710 et 2712 dont relève l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que les installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage (centre VHU) du site de Méry-Sur-Oise, sur une superficie de 350 m<sup>2</sup> relèvent désormais de la rubrique 2712-1-B de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que par conséquent, il convient d'accorder le bénéfice de l'antériorité à la société MULTIMETAL pour ces activités exploitées sur le site de Méry-sur-Oise ;

**CONSIDERANT** que les déchets de métaux apportés sur le site de Méry-Sur-Oise par leurs producteurs arrivent en quantités très variables, puis sont triés dès leur entrée par nature, sont ensuite regroupés avec les déchets de métaux récupérés en bennes par l'exploitant et enfin ces déchets sont conditionnés et expédiés vers les filières d'élimination finale (fonderies, aciéries, ..) ;

**CONSIDERANT** que ces opérations de tri et de reconditionnement représentant une transformation importante, il convient de noter que l'exploitant n'est pas en capacité d'assurer la traçabilité des déchets ;

**CONSIDERANT** aussi que l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement prévoit que la traçabilité soit assurée entre les déchets acceptés sur le site et les déchets sortants, sauf transformation importante des déchets ne permettant pas cette traçabilité et dans ce cas, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doit prévoir l'exemption de traçabilité ;



**CONSIDÉRANT** qu'ainsi l'exploitant peut être autorisé à ne pas assurer de traçabilité entre les déchets entrants et sortants ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'actualiser le tableau de classement des installations et d'exonérer la société MULTIMETAL des obligations de traçabilité des déchets ferreux et non ferreux en modifiant les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 1993 et à l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2012 pour le site de MERY-SUR-OISE ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

## ARRETE

**Article 1er :** Conformément à l'article L.513-1 du code de l'environnement, le bénéfice de l'antériorité est accordé à la société MULTIMETAL pour les installations relevant des rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MERY-SUR-OISE - 20, route de Sognolles.

**Article 2 :** Le tableau de classement des installations exploitées par la société MULTIMETAL est actualisé comme suit :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2710	1 - a	A - 1	Collecte de déchets apportés par le producteur initial. 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a). Supérieure ou égale à 7 t	Environ 25 t de batteries apportées par le producteur initial	Quantité Q	$Q \geq 7$	t	25	t
2710	2 - a	A - 1	Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial. 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale 600 m <sup>3</sup>	Environ 900 m <sup>3</sup> de ferrailles et déchets métalliques apportés par le producteur initial	Volume V	$V \geq 600$	m <sup>3</sup>	900	m <sup>3</sup>
2712	1 - b	E	Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage. b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>		Surface S	$S \geq 100$ et $S < 30\,000$	m <sup>2</sup>	350	m <sup>2</sup>
2713	1	A	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>		Surface S	$S \geq 1000$	m <sup>2</sup>	1 000	m <sup>2</sup>
2791	2	DC	Traitement de déchet non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j		Quantité Q	$Q \geq 10$	t/j	3	t/j

**Article 3 :** Les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont applicables dès réception. Elles complètent les prescriptions techniques annexées aux arrêtés préfectoraux des 20 décembre 1993, 10 juin 2008 et 20 mars 2012 susvisés qui demeurent applicables.

**Article 4 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de MERY-SUR-OISE pendant une durée d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires – Bâtiment Préfecture, Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement. L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.


1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France et le maire de MERY-SUR-OISE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **19 NOV. 2013**

Pour la Directrice Départementale des Territoires,  
Le chef de service de l'agriculture,  
de la forêt et de l'environnement,

  
Alain CLEMENT

**Société MULTIMÉTAL**

**à**

**MÉRY SUR OISE**

**\* \* \***

**Arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 NOV. 2013**





## ARTICLE 1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER

La Société MULTIMÉTAL, dont le siège est situé 20 route de Sognolles 95350 MERY SUR OISE, et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

## ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions techniques du présent arrêté viennent compléter et modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 décembre 1993 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2008.

## ARTICLE 3 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSEES DE L'ÉTABLISSEMENT

Le titre I de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 est modifié comme suit :

L'établissement, objet de la présente autorisation, exploite les installations relevant des activités visées comme suit dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2710	1 - A	A - 1	Collecte de déchets apportés par le producteur initial. 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	Environ 25 t de batteries apportées par le producteur initial	Quantité Q	$Q \geq 7$	t	25	t
2710	2 - A	A - 1	Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial. 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale 600 m <sup>3</sup>	Environ 900 m <sup>3</sup> de ferrailles et déchets métalliques apportés par le producteur initial	Volume V	$V \geq 600$	m <sup>3</sup>	900	m <sup>3</sup>
2712	1 - B	E	Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage. b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>		Surface S	$S \geq 100$ et $S < 30\,000$	m <sup>2</sup>	350	m <sup>2</sup>
2713	1	A	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>		Surface S	$S \geq 1000$	m <sup>2</sup>	1 000	m <sup>2</sup>
2791	2	DC	Traitement de déchet non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j		Quantité Q	$Q \geq 10$	t/j	3	t/j

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), S (servitude d'utilité publique), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé)

#### **ARTICLE 4 : DÉFINITION**

*L'article IV du titre VI de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 est modifié comme suit :*

L'exploitant doit justifier que les déchets sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur. À cet effet, des registres chronologiques, consignants tous les déchets entrants et sortants, sont tenus à jour par l'exploitant et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Concernant les déchets apportés par leurs producteurs initiaux, le registre doit contenir, a minima, les informations suivantes pour chaque flux de déchets collectés :

- la date de collecte du déchet ;
- la nature du déchet collecté (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet collecté ;
- le nom et l'adresse de la personne remettant les déchets ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié.

Concernant les déchets récupérés en bennes par l'exploitant, le registre doit contenir, a minima, les informations suivantes pour chaque flux de déchets collectés :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Le registre des déchets sortants contient au minimum, pour chaque flux sortant :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.

L'exploitant est exonéré de ses obligations d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et sortants de métaux ferreux et non ferreux, conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 : ÉVACUATION DES ENCOMBRANTS, MATÉRIAUX OU PRODUITS**

*L'article II.3 du titre II de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 est modifié comme suit :*

A l'intérieur du site, des voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception puis des aires de dépôts.

L'exploitant met en place une aire dédiée pour assurer l'accueil des producteurs initiaux pour l'apport de leurs déchets. Les tiers n'ont pas accès aux autres installations du site.